



MEMBER OF



Date limite de remise des offres :

03 février 2025 à 12h00

Marché n°2024-16

Marché à procédure adaptée

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Acquisition de livres pour les besoins de la pédagogie, de la recherche et de l'administration de l'Université de Technologie de Troyes (UTT)

Sommaire

PARTIE 1 : AVIS ET RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
Article 1 – Objet de la consultation	3
Article 2 – Présentation du pouvoir adjudicateur	3
Article 3 – Durée du marché	3
Article 4 – Allotissement, variantes, options	3
4.1 – Allotissement.....	3
4.2 – Variantes.....	3
4.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (options)	4
Article 5 – Délai de validité des offres	4
Article 6 – Contenu des plis pour la remise des offres.....	4
Article 7 – Critères de sélection des candidatures et des offres.....	4
Article 8 – Remise des offres.....	5
8.1- Réponses dématérialisées	5
PARTIE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	6
Article 9 – Objet du marché	6
Article 10 – Durée du marché	6
Article 11 – Pièces constitutives du marché	6
Article 12 – Exécution du marché	6
12.1 – Devis	6
12.2 – Bons de commande	6
12.3 – Conditions de livraison.....	6
12.4 – Délais de livraison	7
12.5 – Vérification et admission	7
12.6 – Suivi des commandes.....	7
12.7 - Pénalités pour retard de livraison	7
12.8 – Exécution par défaut.....	8
Article 13 – Prix du marché	8
13.1 – Forme des prix.....	8
13.2 - Contenu des prix.....	8
13.3 - Prix de règlement.....	8
13.4 – Remise	8
Article 14 – Facturation et mode de règlement	8
14.1 – Facturation	8
14.2 – Mode de règlement	9
14.3 - Délai global de paiement	9
14.4 – Intérêts moratoires	9
Article 15 – Clauses complémentaires.....	9
Article 16 – Droit, langue, monnaie	10

PARTIE 1 : AVIS ET RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'acquisition de livres pour les besoins de la pédagogie, de la recherche et de l'administration de l'Université de technologie de Troyes (UTT) dans les domaines suivants : Sciences, techniques, informatique, sciences humaines et sociales, langues (=Livres pluridisciplinaires en langue française et en langues étrangères, édités en France ou à l'étranger (tous éditeurs commerciaux, institutionnels, associatifs et sociétés savantes) :

-typologies : ouvrages généraux et universitaires, manuels, usuels, documentaires

-domaines : sciences, techniques, informatique, sciences humaines et sociales, langues

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes avec maximum annuel de 30 000 €/HT.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> Référence 2024-16.

Article 2 – Présentation du pouvoir adjudicateur

Université de Technologie de Troyes (UTT)

Établissement public à caractère scientifique et professionnel, dont le siège est situé :

12 rue Marie Curie – CS42060 – 10004 TROYES CEDEX, enregistré sous le n° SIRET 19101060200032

Représentée par Monsieur COLLET, agissant en qualité de directeur.

Ci-après dénommée « l'UTT ».

Article 3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit tacitement par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que le délai puisse excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

En cas de non reconduction du marché, l'U.T.T. prend par écrit sa décision au moins deux mois avant sa date anniversaire ; la décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 – Allotissement, variantes, options

4.1 – Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

Exclusions :

N'entrent pas dans ce marché, les prestations suivantes :

- les livres numériques
- les documents sonores, photographiques et vidéo autres que ceux livrés en tant que matériel d'accompagnement
- les ouvrages édités sous forme numérique diffusés via Internet ou d'autres réseaux de télécommunication similaires autres que ceux livrés en tant que matériel d'accompagnement des ouvrages
- les publications à diffusion restreinte (littérature grise et universitaire)
- les mises à jour de publications existantes dans le fonds de l'UTT (publications à feuillets mobiles)

4.2 – Variantes

La présentation de variantes, à l'initiative des candidats, n'est pas autorisée.

4.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Sans objet.

Article 5 – Délai de validité des offres

L'offre est valable 90 jours à compter de la date limite de remise des plis.

Article 6 – Contenu des plis pour la remise des offres

Le candidat remet un dossier comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de candidature, complétée et signée (modèle recommandé : formulaire DC1)
- La déclaration du candidat, complétée et signée (modèle recommandé : formulaire DC2).
- Ou le DUME
- Le présent CCP et son annexe 1 « cadre de réponse » complétée
- L'acte d'engagement (AE), complété et signé.
- Un RIB et toutes les informations légales du candidat (notamment n° SIRET, code APE, et numéro de TVA intracommunautaire).
- Un mémoire technique (rédigé en français) composé par le candidat, décrivant les dispositions envisagées dont les fournitures et services pour l'exécution du marché.

Article 7 – Critères de sélection des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières

Capacités professionnelles

Parmi les offres présentées, seront écartées les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-1 à 4 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Toutefois, l'Université peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition car le Pouvoir Adjudicateur ne prévoit pas de négociation.

Parmi les candidats ayant remis un dossier complet et une offre conforme aux exigences de l'université, les critères suivants seront pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération indiquée :

1. Fourniture des ouvrages /11

Capacité à fournir les ouvrages pluridisciplinaires en langue française édités en France ou en langue française, quel que soit l'éditeur et/ou à fournir les ouvrages pluridisciplinaires en langue étrangère édités en France ou à l'étranger quel que soit l'éditeur ; mode et délais de livraison ; mode de facturation.

2. Gestion et suivi des commandes en ligne /54

Catalogue bibliographique en ligne ; export des notices vers le SIGB ; suivi des commandes et des réclamations en ligne ; suivi budgétaire en ligne.

3. Qualité du service /17

Interlocuteur privilégié ; sincérité des devis, notamment sur la disponibilité ; commandes urgentes ; vérification de l'état matériel des ouvrages avant livraison ; qualité de la livraison, dont approche écoresponsable ; retours préaffranchis.

4. Prix de référence, remise /5

Prix de référence pour les livres publiés à l'étranger ; taux de remise globale ; application des remises éditeurs (promotions)

5. Société /5

6. Développement durable et responsabilité sociale /8

Actions mises en œuvre pour les emballages de livraison, l'acheminement des commandes et la dimension sociétale

La notation des critères est détaillée dans le cadre technico-financier des offres joint en annexe.

Article 8 – Renseignements complémentaires, Remise des offres

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation PLACE (Plateforme des achats de l'Etat).

Les réponses sont envoyées aux candidats six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par l'UTT seront envoyées, via la plateforme PLACE, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

Information pratique : l'UTT est fermée du 20/12/2024 au 06/01/2025

Les candidats doivent remettre leur réponse à la présente consultation au plus tard aux dates et heures indiquées en page de garde du présent document.

Les réponses qui parviendraient après cette date, quel que soit le mode de dépôt, seront éliminées.

L'unique mode de transmission est l'envoi par voie électronique (réponse dématérialisée). NB : Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue.

8.1- Réponses dématérialisées

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme (Profil d'acheteur) PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site PLACE un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les seules extensions de fichiers autorisées sont .doc .odt .xls .ods .pdf .rtf .jpg .jpeg .ppt .dwg. Les fichiers peuvent être compressés dans un .zip.

Chaque pièce pour laquelle **une signature est exigée (AE)** doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format PAdES , XAdES, ou CAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront signés électroniquement par l'acheteur.
De même la notification du marché sera faite électroniquement via la plateforme PLACE.

PARTIE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 9 – Objet du marché

Le marché concerne l'acquisition de livres pour les besoins de la pédagogie, de la recherche et de l'administration de l'Université de Technologie de Troyes (UTT).

Article 10 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit tacitement par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que le délai puisse excéder 4 ans. Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

En cas de non reconduction du marché, l'U.T.T. prend par écrit sa décision au moins deux mois avant sa date anniversaire ; la décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent CCP et son annexe 1
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du candidat
- Les bons de commande

Les contractants déclarent parfaitement connaître le CCAG/FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché (CCAG consultable à l'adresse suivante) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>.

Article 12 – Exécution du marché

12.1 – Devis

Les devis devront mentionner un seul taux de TVA.

12.2 – Bons de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Les bons de commande doivent être signés par l'ordonnateur. **Ils seront notifiés au titulaire par courrier électronique.**

La responsabilité du titulaire reste engagée sur l'exécution de la commande jusqu'à la livraison complète des ouvrages.

Chaque bon de commande portera entre autres mentions, le numéro du marché, les références de la commande, l'adresse de facturation, le montant total de la commande HT et TTC, le service destinataire de la livraison, les quantités commandées ainsi que le n° de référence du lot.

12.3 – Conditions de livraison

Sauf indication contraire, **les ouvrages relatifs à chaque commande seront livrés à l'adresse suivante :**

UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE TROYES –

Accès livraisons Rue Louis François Armand

A l'attention du SCD

10430 ROSIERES PRES TROYES

L'adresse de livraison doit correspondre à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Les livraisons auront lieu du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00. Le colis devra contenir un bon de livraison sur lequel figureront la référence de la commande et, pour chaque ouvrage, l'auteur, le titre, l'éditeur, l'année d'édition, l'ISBN et le prix TTC.

Les frais de port et d'emballage sont compris dans le prix de la fourniture.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

L'UTT sera sensible aux propositions respectueuses de l'environnement (éco-transport, éco-emballage, etc.).

12.4 – Délais de livraison

Les prestations relatives à chaque bon de commande devront être livrées :

- pour les éditions françaises, dans un délai maximum de 21 jours (3 semaines) à compter de l'envoi du bon de commande
- pour les éditions étrangères, dans un délai maximum de 42 jours (6 semaines) à compter de l'envoi du bon de commande

Le candidat indiquera le délai de livraison sur lequel il s'engage.

Le délai de livraison imparti au titulaire inclut les périodes de congés. Aucune neutralisation ne sera opérée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture du titulaire.

12.5 – Vérification et admission

Par dérogation aux articles 21 et 22 du CCAG/FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission ou de rejet d'une livraison sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place du représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Il est toutefois demandé au fournisseur de vérifier l'état matériel des ouvrages, avant la livraison. A défaut, les envois défectueux ou erronés seront remplacés aux frais du titulaire, transport compris ; pour ce faire, un système d'étiquettes prépayées est requis par l'adjudicateur.

Les vérifications quantitatives et qualificatives des livraisons seront effectuées par le destinataire de la livraison. Celui-ci dispose d'un délai de 15 jours francs à compter de la date de livraison pour effectuer ces vérifications et notamment celles relatives à l'état des ouvrages (ouvrages détériorés, cahiers manquants, reliures défectueuses, matériel d'accompagnement manquant, défectueux ou nécessitant un numéro d'enregistrement). Le fournisseur ne pourra pas refuser le retour d'un ouvrage déjà équipé dès lors qu'il rentre dans le cadre des critères ci-dessus.

12.6 – Suivi des commandes

Le titulaire, à la demande de l'Université, fournira des informations consultables en ligne portant sur les titres en commande (titres, auteurs, ISBN, éditeur, prix, date de parution) et le statut de la commande.

Le titulaire désignera une ou deux personnes francophones, chargées du suivi des commandes de l'Université. Les noms et coordonnées seront communiqués en début de marché à l'administration.

Le titulaire s'engage à 1) assurer le suivi des commandes notamment à partir de son site internet, 2) signaler au responsable de la commande les ouvrages épuisés ou en cours de réimpression, dès l'émission du devis, 3) effectuer les relances auprès des éditeurs.

Le titulaire devra permettre aux responsables des commandes de suivre de manière transparente, en ligne, les démarches de réclamations auprès des éditeurs, dans un souci constant d'amélioration. Il établira un bilan mensuel des réclamations. **L'UTT pourra annuler toute commande en attente depuis plus de 3 mois**, se réservant le droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 12.6. En fin d'année civile, à l'approche de la clôture budgétaire, l'UTT pourra également annuler des commandes, pour lesquelles le service ne pourrait assurément pas être honoré dans le cadre réglementaire.

Sauf indications contraires mentionnées dans le bon de commande, **les ouvrages seront livrés à l'UTT suivant les indications portées au § 12.3.**

Le suivi de la prestation est assuré par la Direction du SCD de l'UTT

12.7 - Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.1 du C.C.A.G./F.C.S. lorsque le délai imparti au titulaire pour livrer les fournitures commandées est largement dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, soit une annulation de la commande, soit une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = (V \times R) / 100$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle la pénalité est calculée, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard (à compter de la parution du titre).

12.8 – Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne pourrait assurer la prestation qui lui est demandée et après notification par écrit, l'UTT se réserve le droit de s'adresser à toute entreprise susceptible d'exécuter la prestation en lieu et place du fournisseur défaillant.

De même, en cas de différence de prix au détriment du service acheteur et si le fournisseur n'est pas en mesure d'abaisser le montant facturé, l'UTT se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur mieux offrant.

Article 13 – Prix du marché

13.1 – Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires figurant à l'acte d'engagement ;

Tout tarif en devises étrangères fera l'objet d'une conversion en Euros sur la base gouvernementale Minefi.

Le prix comprend :

- toutes les dépenses, charges et taxes en vigueur ainsi que tous les frais d'emballage et de livraison
- tous les frais en cas d'importation
- le port en acheminement à rapidité normale
- le port en acheminement accéléré
- aucune facturation supplémentaire au titre de frais de gestion ne sera acceptée.

13.2 - Contenu des prix

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférant au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison, y compris les frais d'importation.

13.3 - Prix de règlement

Le prix de référence des ouvrages est le prix public fixé par l'éditeur conformément à l'article L132-1 du Code de propriété littéraire.

Les fournitures objet du présent marché étant des produits courants, le titulaire certifie que les prix de base appliqués correspondent au tarif officiel des éditeurs et n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur demande de ce dernier, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

L'UTT s'autorise à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs ; en cas d'écart constaté entre le prix public notifié sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire aura l'obligation de justifier auprès du pouvoir adjudicateur l'écart constaté. Il pourra lui être demandé le reversement de la différence en l'absence de justification. Pour les ouvrages édités à l'étranger, le titulaire devra appliquer le prix officiel pratiqué par l'éditeur étranger, et la concordance des temps fera l'objet d'une conversion en Euros sur la base gouvernementale Minefi.

Les augmentations liées aux variations des taux de change seront prises en considération en référence au cours de parité de la monnaie au jour de la date de réception de l'ouvrage.

L'UTT se réserve le droit d'annuler une commande en cas de fluctuation sur les prix ou liée à un dépassement de délai de livraison prévu à l'article 12.3.

13.4 – Remise

En application de la loi n° 81-766 du 10 août 81 parue au Journal Officiel du 11 août 81, le titulaire proposera des remises sur les prix de vente publics sous forme d'un pourcentage.

Cependant, en application de la loi n° 2003-517 du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs, la remise sur les livres non scolaires est plafonnée.

La remise devra paraître sur l'acte d'engagement.

Article 14 – Facturation et mode de règlement

14.1 – Facturation

Le mode de règlement est le virement bancaire.

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'Université de façon dématérialisée exclusivement via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Tout autre moyen de dépôt déclenchera le rejet de la facture.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les factures afférentes au marché seront établies avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, numéro de SIRET et adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal à créditer tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le n° du marché (2024-16)
- le n° du bon de commande (à renseigner pour Chorus = n° d'engagement)
- la fourniture livrée, exactement définie, à savoir :
l'ISBN, le titre, l'éditeur, l'année d'édition

et pour chaque ouvrage :

le prix hors T.V.A. dans la devise d'origine (prix de l'éditeur)

le taux de change

le prix hors T.V.A. de la fourniture livrée en euros

la remise

le taux et le montant de la T.V.A.

le montant total en euros T.V.A. incluse

Le titulaire du marché est tenu d'établir une seule facture par bon de commande, adressée et payable à la livraison complète de la commande, ce quel que soit le nombre de livraisons auxquelles cette dernière a donné lieu.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Université de Technologie de Troyes.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Université de Technologie de Troyes.

14.2 – Mode de règlement

Les paiements sont effectués par mandat administratif.

14.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service financier dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

14.4 – Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 15 – Clauses complémentaires

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Article 16 – Droit, langue, monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Le titulaire est tenu de mettre l'U.T.T. en liaison avec un interlocuteur parlant français couramment (cas où le titulaire est de nationalité étrangère).

La monnaie de compte et de règlement du marché est l'euro.